



Informations du Guatemala

N° 67 / 2ème année

Du 6 au 12 avril 1984

POLITIQUE

- * Un nouveau clan militaire exerce le pouvoir, selon l'ORPA.
- * Des scissions se font jour dans l'armée.
- * MEJIA VICTORES à Miami.
- * L' "ouverture démocratique " se ferme pour la majorité.
- * L'union de l'extrême droite inquiète.
- * Campagne d'intimidation contre les hommes politiques.

ECONOMIE

- * Une nouvelle réforme fiscale en question.

INSURRECTION

- * Les actions insurgées se multiplient.

DROITS DE L'HOMME

- * La violence gouvernementale se poursuit.
- * Un témoignage sur les prisons clandestines.
- * Des femmes condamnées par les tribunaux spéciaux demandent justice.
- * Des sanctuaires pour les réfugiés aux Etats Unis.
- * L'ambassadeur guatémaltèque en Italie en accusation.

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél : 874 39 38.

Paris, le 17 avril 1984

Chers amis:

Voici notre numéro 67. Ayant commencé à être diffusé en langue espagnole pour un public très réstreint, depuis l'installation d'un siège à Paris nous avons diffusé les **INFORMATIONS DU GUATEMALA** pendant 40 semaines en langue française. Nous tenons à témoigner notre reconnaissance aux personnes et organismes qui nous ont déjà fait bénéficier de leur soutien moral ainsi que matériel dans l'accomplissement de cette tâche.

Or, les moyens commencent à nous faire défaut, et notre public, quoique s'étant élargi, reste réduit. Dans l'attente de concrétisation de promesses d'aide de la part d'associations solidaires nous vous demandons votre soutien.

Nous vous proposons donc de vous abonner à notre publication. De cette façon nos abonnés prendraient en charge une partie des frais qu'elle représente pour nous. Nous estimons qu'avec 150 francs pour l'envoi hebdomadaire pendant six mois ou 300 francs pour l'abonnement de soutien, nous parviendront à résoudre une partie des problèmes affrontés aujourd'hui. Vos virements postaux peuvent être effectués sur notre compte: **ENFOPRENSA** No. 3 648 62 V 020 ou en nous envoyant des chèques bancaires à l'ordre d'**ENFOPRENSA** à l'adresse ci-dessus.

En comptant sur votre compréhension et votre solidarité nous tenons à vous en remercier à l'avance, et nous vous prions d'agréer nos sentiments amicaux.

Claudio Cortès
Responsable Paris

POLITIQUE

UN NOUVEAU CLAN MILITAIRE EXERCE LE POUVOIR SELON L'ORPA

Le général Oscar MEJIA VICTORES a été, dans la pratique, écarté du pouvoir réel par une partie du groupe d'officiers qui l'avait porté à la tête de l'état, a affirmé l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) dans son journal ERUPCION du mois précédent.

Selon la publication insurgée, le nouveau "clan militaire" est dirigé par le général Rodolfo LOBOS ZAMORA, chef de l'état major général de l'armée, qui "est parvenu à se faire nommer sous-chef de l'état, à se faire reconnaître comme l'homme n° 2 du pouvoir et à être promu général de brigade".

LOBOS ZAMORA, précise l'ORPA, a l'intention de se maintenir à la tête de l'armée et de conserver tout le pouvoir entre ses mains pour le moment où existera un gouvernement "apparemment constitutionnel", et pour cela "il est en relation avec les politiciens traditionnels, experts et maîtres dans l'art de l'opportunisme" et tente d'obtenir l'aide militaire nord-américaine avec laquelle il obtiendra "simultanément l'hégémonie dans l'armée".

DES SCISSIONS SE FONT JOUR DANS L'ARMEE

"J'espère revenir bientôt dans les rangs de l'armée", a déclaré le 9 avril le général en retraite Benedicto LUCAS GARCIA, ex-chef de l'état major de l'armée.

Benedicto LUCAS, frère de l'ex-président Romeo LUCAS GARCIA, a ajouté qu'il allait réintégrer l'armée et "l'éloigner de la politique à laquelle les actuels chefs militaires l'avaient mêlée". Au début mars, le général LUCAS avait affirmé que l'armée était profondément divisée et qu'un nouveau coup d'état était possible.

En outre, l'ex chef militaire a déclaré que les actuels chefs de l'état major présidentiel et des relations publiques de l'armée, les colonels Pablo NUILA HUB et Edgar DJALMA DOMINGUEZ, "ne sont pas sûrs".

Le général LUCAS a été envoyé à la retraite le 30 décembre dernier, avec 24 autres généraux et colonels, au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi constitutive de l'armée, promulguée par le général MEJIA VICTORES. Malgré cela, il continue d'exercer une certaine influence dans les cercles d'officiers.

MEJIA VICTORES A MIAMI

Le chancelier Fernando ANDRADE a participé récemment à un forum d'hommes politiques conservateurs nord-américains et centro-américains, sous les auspices d'une fondation cubano-américaine à Miami, Etats Unis.

Le chancelier est parti le 7 avril pour Miami, destination pour laquelle est parti à la même date le général MEJIA VICTORES, qui avait annoncé le 31 mars la tenue d'une réunion entre responsables centro-américains aux Etats Unis.

Le général LOBOS ZAMORA, chef de l'état en fonction, a affirmé que le général MEJIA était allé à Miami pour "se reposer pendant le week-end", mais il n'a pas écarté la possibilité de conversations avec des fonctionnaires centro-américaines et des hommes politiques américaines qui participent à cette manifestation.

L' "OUVERTURE DEMOCRATIQUE " SE FERME POUR LA MAJORITE

D'après ce que l'on peut déduire des déclarations de Ramon ZELADA, porte-parole du gouvernement, seuls les partis politiques traditionnels et certains des leurs scissions participeront aux élections à l'assemblée nationale constituante.

ZELADA a déclaré le 10 avril que la majorité des nouveaux groupes politiques ne parviendront pas à se faire reconnaître légalement en tant que partis politiques.

Des 42 groupes politiques qui ont demandé à être reconnus, seuls 13 y sont parvenus, et deux ou trois le seront prochainement, a affirmé ZELADA qui a ajouté que les autres groupes n'ont pas pu répondre aux exigences administratives établies par les autorités.

La marginalisation de la majorité des groupes politiques empêche le processus électoral d'avoir un réel pluralisme idéologique, a déclaré la coordination démocratique, entité composée par douze regroupements politiques.

Tous les secteurs qui se définissent comme sociaux-démocrates ou de la gauche modérée se sont trouvés marginalisés.

Pour sa part, Jorge SERRANO ELIAS, président du conseil d'état pendant le régime de RIOS MONTT, a mis en doute la volonté du régime de réaliser des élections propres.

L'UNION DE L'EXTREME DROITE INQUIETE

L'alliance d'extrême droite tentera d'imposer "une constitution qui permette une plus grande accumulation des richesses pour les secteurs les plus puissants du pays" a affirmé le Parti National Rénovateur (PNR) de centre-droite se référant à la récente alliance qui lie le Mouvement de Liberation Nationale et la Central Authentique Nationaliste, établie avant les élections de juillet prochain.

Selon le PNR, l'extrême droite veut " maintenir les formes de domination qui profitent aux secteurs traditionnels qu'elle a toujours servis".

CAMPAGNE D'INTIMIDATION CONTRE LES HOMMES POLITIQUES

Le 9 avril, Vinicio CEREZO, secrétaire général de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) a dénoncé la découverte d'un cadavre avec une pancarte "démocrate chrétien" le 7 avril à Santa Cruz Mulua, Retalhuleu; au sud-ouest du pays.

Selon les accusations de ce parti, plus de 35 de ses militants et dirigeants ont été assassinés ou enlevés depuis septembre 1983.

ECONOMIE

UNE NOUVELLE REFORME FISCALE EN QUESTION

Le Fond Monétaire International (FMI) a présenté au gouvernement la nécessité d'augmenter de 150 millions de dollars les recettes fiscales de la présente année et de réduire de 89 millions les dépenses publiques ceci après sa visite dans le pays, a déclaré le porte-parole du ministère des finances publiques.

Ces déclarations ont provoqué un certain malaise dans le secteur privé, où l'on affirme que le gouvernement va décider de nouveaux impôts.

Un porte-parole du ministère des finances a déclaré que cette entité et la Banque du Guatemala " préparent un document qui expliquera la situation générale de l'économie du pays et les mesures qui seront prises pour y remédier".

INSURRECTION

LES ACTIONS INSURGÉES SE MULTIPLIENT

Les actions insurgées se sont multipliées "dans toutes les régions du pays", a affirmé le 14 avril le général Rodolfo LOBOS ZAMORA, chef de l'état major de l'armée.

Par ailleurs, le bureau de relations publiques de l'armée a fait savoir qu'entre le 4 et le 9 avril, trois affrontements ont eu lieu entre l'armée et l'insurrection dans les départements de San Marcos et de Chimaltenango, à l'ouest et au centre du pays.

DROITS DE L'HOMME

LA VIOLENCE GOUVERNEMENTALE SE POURSUIT

37 personnes ont été assassinées entre le 30 mars et le 4 avril, selon les informations de la presse et des organismes de secours, au cours de faits attribués aux forces de sécurité.

Dans la même période, 19 personnes ont été enlevées et 19 blessées par balles.

Parmi les victimes se trouvent des personnes âgées et des mineurs, y compris une enfant de 45 jours enlevée en même temps que sa mère.

UN TEMOIGNAGE SUR LES PRISONS CLANDESTINES

Au Guatemala, il existe des " prisons clandestines ", administrées par l'armée, où les militaires " torturent et assassinent des milliers de guatémaltèques arrêtés illégalement " , a accusé le 9 avril au Canada le syndicaliste Alvaro SOSA RAMOS.

SOSA RAMOS était parvenu à fuir ses kidnappeurs le 14 mars dernier et à se réfugier à l'ambassade de Belgique, sous la protection de laquelle il était parti pour le Canada le 21 du même mois.

Le syndicaliste a déclaré que, dans le centre de tortures où on l'a conduit, il a vu au moins huit personnes, parmi lesquelles Amancio VILLATORO, ex-secrétaire général du syndicat des produits Adam's, et Silverio MATRICARD SALAM président du Front National Professoral, qui a été découvert mort "brutalement torturé" par la suite.

RAMOS a affirmé avoir été lui même torturé et a déclaré que l'appui au gouvernement guatémaltèque de la part de Washington et d'Israel représente une responsabilité directe de ces pays dans la violation des droits de l'homme au Guatemala.

DES FEMMES CONDAMNEES PAR LES TRIBUNAUX SPECIAUX DEMANDENT JUSTICE

" Il n'est pas juste que nous accomplissions des peines décidées sous une forme irrégulière à l'occasion de jugements où nous n'avons pas eu la possibilité de démontrer notre innocence ", ont déclaré le 9 avril 14 femmes qui purgent des longues peines de prison décidées par les tribunaux secrets d'exception, dans une lettre envoyée au général MEJIA VICTORES.

Les tribunaux d'exception, abolis en septembre 1983 après plus d'un an de fonctionnement, ont condamné 15 personnes à la peine de mort et plus d'une centaine à des longues peines de prison, tandis que quatre cents personnes environ qui étaient inculpées au moment de leur dissolution ont disparues.

DES SANCTUAIRES POUR LES REFUGIES AUX ETATS UNIS

Un couple d'indiens guatémaltèques et leurs cinq enfants mineurs sont arrivés le 9 avril dans la ville de Weston, Vermont, Etats Unis, le visage couvert, protégés par douze prêtres bénédictins nord-américains et une caravane de 28 véhicules.

La famille guatémaltèque, qui a fui le pays pour se mettre à l'abri de la persécution gouvernementale, a été accueillie par la Religious Task Force on Central America, une organisation humanitaire qui a installé 110 "sanctuaires" dans 60 villes des Etats Unis, pour offrir protection aux réfugiés des pays centro-américains, en particulier du Guatemala et d'El Salvador.

Les prêtres, qui protègent les réfugiés pour éviter qu'ils ne soient arrêtés par les services d'émigration et de naturalisation des Etats Unis qui ne reconnaissent le droit d'asile aux réfugiés de ces pays d'Amérique Centrale, offrent cette assistance humanitaire malgré les menaces de peines de cinq ans de prison que les autorités nord-américaines font peser sur eux.

L'AMBASSADEUR GUATEMALTEQUE EN ITALIE EN ACCUSATION

La présence du général Hector Mario LOPEZ FUENTES en tant qu'ambassadeur du Guatemala en Italie a suscité le 5 avril une protestation du comité italien de solidarité avec le peuple du Guatemala.

Le comité a donné à la presse une documentation accusant LOPES FUENTES d'être coresponsable de l'assassinat d'environ trente mille civils guatémaltèques pendant les trois derniers régimes militaires.

A ce moment, l'actuel ambassadeur occupait la charge de sous-chef et de chef de l'état major général de l'armée.

Le groupe de solidarité a affirmé, en outre, que l'un des objectifs de la nomination de LOPEZ comme ambassadeur est d'obtenir des armes pour le régime de son pays.